



2 pages UFR - Lien n°168

lundi 5 septembre 2011, par [Bariaud](#)

SOMMAIRE :

- Édito

Retraités

ÉDITO

La période estivale est terminée. Les salariés qui ont eu la chance de pouvoir prendre des congés découvrent les nouveaux cadeaux que leur a concoctés le gouvernement. Hausses en tout genre : gas, électricité, tarifs postaux, transports SNCF et urbains, fournitures scolaires, inscriptions dans les universités, logements et repas étudiants, la liste est longue. C'est devenu une tradition gouvernementale.

Le gouvernement a surtout travaillé à construire une politique de dépendance aux marchés financiers permettant à tous et à d'imposer leur dictature mettant en danger la démocratie.

Le pacte de compétitivité, réajusté par le Fureu, est une déclaration de guerre au monde du travail dans sa diversité, car le fond du pacte est de s'en prendre aux salariés, aux conditions de travail, considérés comme causes des difficultés, alors que la réalité montre que l'origine des difficultés tient au comportement de prédateur du système lui-même, le capitalisme.

Le monde de la finance a pris le pas sur celui de la production. La dictature du cours de la bourse même à la catastrophe. On peut observer que c'est par l'application du pacte de stabilité et de croissance que les entreprises voient leur endettement augmenter avec comme conséquence leur destruction et des suppressions massives d'emplois. Ce n'est pas les revendications des salariés qui déboulent les entreprises mais le finance mondiale.

Notre syndicat défend le concept d'équilibre économique et social, car le but de l'économie est de répondre, non aux marchés, mais aux besoins de l'humanité.

Le Lien n° sept 2011 n° 168

C'est pourquoi nous considérons qu'un secteur public fort est, à la fois, moteur et acteur d'un développement global visant à répondre aux besoins des hommes. Aujourd'hui toutes les créations sociales sont menacées par les forces réactionnaires qui veulent en terminer avec la solidarité.

Regardons ce qui se passe avec les décisions de Sarkozy et sa majorité revancharde, c'est bien mettre par terre par une politique de fame brèche sociale tout ce que nos Anciens ont mis en place pour le peuple et les travailleurs. La crise est pour eux l'occasion d'en finir avec une législation sociale et une Sécurité sociale que beaucoup de pays nous envient encore malgré le travail de sage depuis une vingtaine d'années.

Les libérations que vient de recevoir Sarkozy de la part des agences de notation marquent bien cette revanche du patron, libérations d'avoir remis en cause la retraite à soixante ans et demain, si pour répondre aux marchés, à ce libéralisme destructeur, il s'attaque à l'autre pilier de la Sécurité sociale, l'assurance maladie.

Le maillage étroit du pouvoir pour présenter aux agences de notation, au capitalisme international, aux banquiers, aux spéculateurs de tous pays, un plan d'austérité se construit en déconstruisant de grands pans du droit social comme l'inspection du travail, la médecine du travail, l'hygiène et la sécurité, les congés et les conventions collectives : tout ce que nos Anciens ont mis en place à la Libération et qui sont des outils pour les salariés, l'emploi, les conditions de travail, etc.

En parlant de nos Anciens, nous ne négligeons pas l'histoire, nous le mettons au premier plan pour susciter des luttes contre les attaques en cours et celles qui se préparent avec la règle

d'or qu'il veut mettre en place comme un conseil étrange à toutes possibilités sociales.

C'est, par exemple, cette idée qui est émise, qu'il faudrait en finir avec la cotisation Sécurité sociale et la remplacer par l'impôt (CSG) ou bien la TVA, c'est une idée qui vient du Medef pour ne plus avoir à payer des cotisations sociales.

Nous avons toutes les raisons de jeter des comptes sociaux de nos Anciens car c'est ce que le gouvernement veut enlever de la mémoire collective pour mettre en place des systèmes qui effacent la chronique bouillonnante par leurs malversations, la spéculation et les conséquences pour le monde du travail.

Face à la dégradation tous azimuts de la situation, les retraités ont toutes les raisons de se mobiliser le JEUDI 6 OCTOBRE pour exiger la prise en charge de l'aide à la perte d'autonomie, quel que soit l'âge, par la Sécurité Sociale, une augmentation significative de leur pouvoir d'achat.

1ère Christine ROULIER
Membre de la CGT de l'Yonne

6 OCTOBRE
action unitaire
des retraités
Pouvoir d'achat
&
des pensions
Perte d'autonomie

L'article sur la perte d'autonomie que nous avions prévu et reporté sur le LIEN du mois de décembre.

- Syndicalisation et poids des retraités à la FERC